

LA VERITE

Organe du Comité Central
de l'Organisation Communiste Internationaliste.
(pour la reconstruction de la IV^e Internationale.)



■ Stéphane JUST
« C'est au tour de la France. »

■ La résolution adoptée par le XXI^e
Congrès de l'OCI.

LE MOMENT PRESENT ET LES TA- CHES DE L'OCI.

■ Michel LANDRON
Enseignement : un an de combat politique de
l'OCI.

■ Etienne LAURENT
Les dernières convulsions du franquisme.

■ Robert CLEMENT
Andreotti-Berlinguer face à la révolution mon-
tante.

■ César CORTE
Les fronts populaires contre la révolution.
2^e partie : Du millerandisme au Front populaire.

Juin 1977 Prix 8 F

N^o 577

LA VERITE

Organe du Comité Central
de l'Organisation Communiste Internationaliste.
(pour la reconstruction de la IV^e Internationale.)

Numéro 577 - Juin 1977

SOMMAIRE

■ Stéphane JUST
« C'est au tour de la France. »

■ La résolution adoptée par le XXI^e Congrès de l'OCI.

LE MOMENT PRESENT ET LES TACHES DE L'OCI.

■ Michel LANDRON
Enseignement : un an de combat politique de l'OCI.

■ Etienne LAURENT
Les dernières convulsions du franquisme

■ Robert CLEMENT
Andreotti-Berlinguer face à la révolution montante.

■ César CORTE
Les fronts populaires contre la révolution.
2^e partie : Du millerandisme au front populaire.

Le prochain numéro de « La Vérité », daté du mois d'octobre 1977, sera mis en vente le lundi 26 septembre 1977.

DE LA SEMAINE SANGLANTE
DE FIN JANVIER
A LA PREPARATION
DES « ELECTIONS » DE JUIN

les dernières convulsions du franquisme

par Etienne LAURENT

Depuis novembre déjà, il ne s'était guère passé de jour sans que ne se manifeste quelque nouvelle expression de la désagrégation des institutions franquistes qui constituent l'armature de l'Etat bourgeois en Espagne. Avec la crise de janvier, un nouveau pas a été franchi. Les événements sanglants de la semaine du 23 au 28 janvier ont marqué l'ouverture de la phase des convulsions violentes d'un régime à l'agonie, dont seule la politique des directions du PCE et du PSOE prolonge encore l'existence.

Etienne Laurent analyse ici les développements et les conséquences politiques de cette crise, la façon dont la classe ouvrière d'Espagne regroupe ses forces, les formes sous lesquelles les dirigeants des organisations ouvrières soutiennent chaque jour plus désespérément la monarchie franquiste de Juan Carlos, les nouvelles convulsions que les « élections » de juin annoncent.

Plus que jamais, en Espagne, c'est l'irruption révolutionnaire des masses qui est à l'ordre du jour et la destruction des institutions fascistes qui s'identifient à l'appareil de l'Etat bourgeois. C'est cette perspective qui ordonne politiquement le mot d'ordre de boycott.

A la première session qui a suivi sa légalisation par Suarez, le Comité

Madrid, mercredi 26 janvier : 200 000 travailleurs aux obsèques des victimes de la rue Atocha.

Malgré les injonctions du service d'ordre du PCE, la classe ouvrière d'Espagne porte les siens en terre, le poing levé, au chant de l'Internationale.

central du PCE a annoncé qu'il abandonnait le drapeau républicain.

A sa place il a adopté le drapeau « sang et or » de la monarchie, le drapeau de Franco et de sa « croisade », le drapeau trempé dans le sang des centaines de milliers d'ouvriers et paysans victimes des armées et des forces de répression franquistes, des bandes armées de la Phalange. Il faut comprendre dans quelles conditions intervient une décision

qui place le PCE plus clairement que jamais face à la classe ouvrière et aux nationalités opprimées, basque et catalane.

Voici quelques mois encore, le PCE déclarait qu'il considérait nécessaire que se tienne « une consultation populaire basée sur le suffrage universel de façon à parvenir à une décision définitive sur la forme de l'Etat », étant entendu bien sûr qu'il « s'inclinerait » si une majorité se dégageait en faveur de la monarchie. Aujourd'hui, cette position n'est plus de mise. Alors que dans les manifestations toujours plus nombreuses malgré la répression, le cri « Demain l'Espagne sera républicaine » est repris de façon croissante par des milliers et des milliers de travailleurs et de jeunes, le PCE doit abattre ses cartes. Il lui faut venir prendre sa place, ouvertement aux côtés de Juan Carlos, comme force politique intervenant de la façon la plus directe possible dans la défense de la monarchie.

« BOYCOTT DES ELECTIONS FRANQUISTES »

Car le temps presse. Le 15 juin sont convoquées des élections dont la tenue représente le point culminant de la mise en œuvre de la « réforme Suarez ». Elles doivent permettre la réunion de la première législature de la monarchie, dans des conditions où la loi de « réforme politique » précise que ne pourra être mis en discussion, ni le caractère monarchique de l'Etat, ni son caractère « unitaire », c'est-à-dire oppresseur des nationalités basque, catalane et galicienne.

Mais si clairement défini que soit le cadre de ces élections, dont l'un des objectifs est de donner à la monarchie par ce biais une sorte de « pseudo légitimation » indirecte, leur tenue peut et doit constituer, si le combat pour le boycott est mené par

les révolutionnaires, un facteur de centralisation de toute la situation politique par rapport à la question de l'Etat. L'Organisation IV^e Internationale d'Espagne, la Ligue Communiste (organisation sympathisante du Secrétariat unifié, créée en 1973 par des militants liés à la minorité), le POUM ont pris position en faveur du boycott. La CNT a décidé l'abstention et une partie de ses militants sont décidés à en faire une abstention active. L'Organisation IV^e Internationale mènera la campagne sur les mots d'ordre suivants : Non aux Cortès de Suarez et Juan Carlos, à bas la monarchie, à bas la continuité du franquisme, République, Cortès constituantes, droit immédiat d'auto-détermination des nationalités opprimées.

Les forces organisées combattant pour le boycott sont limitées, mais les mots d'ordre correspondent aux lignes du développement de la situation, qui se dirige de façon toujours plus rapide vers l'ouverture de la crise révolutionnaire. C'est parce que la révolution monte que Carrillo doit jeter le masque et achever de monter en première ligne en défense de l'Etat bourgeois sous la forme de la monarchie restaurée par Franco.

Ni la légalisation du parti stalinien, ni l'adoption du drapeau de la monarchie, ne peuvent être compris en dehors de ce mouvement combiné de dislocation des institutions de l'Etat et d'avance des masses vers le centre de la scène politique, sur la base tant des revendications ouvrières que des mots d'ordre de la démocratie politique, qui sont devenus une nouvelle fois le terrain de combat pour tous les opprimés et les exploités d'Espagne.

Jusqu'en janvier, Suarez comme Carrillo espéraient pouvoir reporter l'échéance de la légalisation aussi loin que possible et opérer sur la base de formes plus indirectes l'appui du PCE à la mise en œuvre de la « réforme politique ». Mais la crise politique de la semaine sanglante

du 23 au 28 janvier est venue bouleverser les plans antérieurs. Sans l'appareil stalinien, les digues du régime n'auraient pas réussi à résister au mouvement amorcé alors par la classe ouvrière.

Depuis janvier, l'ensemble des rapports politiques mis à nu dans la crise de la semaine sanglante dominent la situation politique. La bourgeoisie a désormais conscience que, sans les directions contre-révolutionnaires des organisations ouvrières traditionnelles, elle aurait déjà été balayée par la crise révolutionnaire. Mais, comme la volte-face sur le 1^{er} mai l'a montré, de là à agir de façon conséquente avec un tel état de choses, il y a un pas infranchissable pour un gouvernement qui est toujours l'émanation des institutions franquistes.

La classe ouvrière et les masses ont senti, elles aussi, la portée de l'entre-déchirement des fractions adverses de la bourgeoisie. Pour la paysannerie, la crise de janvier a servi de catalyseur. Pour les masses basques, catalanes et galiciennes la décomposition de l'Etat, qui se conjugue dans le cas d'Euzkadî avec une répression plus effrénée que jamais, représente un appel permanent à l'action. Pour la classe ouvrière l'absence d'organisation révolutionnaire centralisée n'empêche pas que dans chaque grève, c'est la dimension de la crise révolutionnaire en préparation qui sous-tend même s'ils n'en ont pas conscience l'acharnement extraordinaire avec lequel les travailleurs combattent.

Pour comprendre le moment précis de la situation, il faut donc partir de la crise de janvier. Cette crise a vu le développement au grand jour des déchirements dans les rangs de la bourgeoisie et son régime. Née au sein de l'appareil policier du régime, la crise a failli entraîner une partie de l'armée dans une action contre le gouvernement, dont l'effet aurait été d'agrandir encore les brèches et d'appeler de façon plus pres-

sante l'intervention de la classe ouvrière sur le plan politique.

LA REFORME SUAREZ, « CAUSE SUPERIEURE DE LA PATRIE »

Adressant, le 7 janvier, ses vœux aux sommets de la hiérarchie militaire, le roi Juan Carlos disait déjà :

« Le chemin est difficile à suivre lorsque nous recevons un ordre qui s'oppose à nos réflexes naturels. Il n'est d'autre façon d'y obéir qu'en agissant de manière dépersonnalisée et en l'acceptant comme étant nécessaire par rapport à une cause supérieure, le bien de notre patrie. »

« La cause supérieure de la patrie », que le roi Juan Carlos a plaidée devant les officiers supérieurs, n'est autre que la « réforme politique » à laquelle le gouvernement Suarez et, au-delà de lui, la monarchie, ont lié leur sort. La réforme Suarez, comme on la désigne couramment désormais, a pour objectif de tenter d'ajuster — à l'abri de la monarchie et dans le cadre d'une continuité de l'Etat assurée par la présence du roi — les formes de la domination politique de la bourgeoisie. Cet ajustement se ferait moyennant la greffe d'éléments limités et partiels d'un système parlementaire bourgeois sur le corps vermoulu des institutions fascistes, de façon à permettre une association organique des appareils bourgeois des partis traditionnels de la classe ouvrière à la défense de l'Etat.

La réforme prévoit la tenue d'élections en vue de la formation de deux chambres — une Assemblée et un Sénat — selon des modalités voisines des monarchies censitaires du XIX^e siècle : désignation par décret royal d'un tiers du Sénat, sur-représentation des provinces rurales pour la désignation des autres sénateurs,

élection des députés à l'Assemblée au scrutin uninominal d'arrondissement à un tour assorti d'un découpage soigneusement étudié des circonscriptions, droit de veto du Sénat sur la Chambre, désignation du gouvernement par le roi et concentration de pouvoirs référendaires (plébiscitaires) importants entre les mains de la monarchie sur toutes les questions dont elle pourrait décider. La première législature ainsi mise en place serait « constituante » mais ne pourrait toucher ni au caractère monarchique de l'Etat ni à son caractère « unitaire », c'est-à-dire refus de reconnaître au pays Basque, à la Catalogne, au pays valencien et à la Galice l'exercice du droit à l'autodétermination et à la séparation.

Le cadre et le point d'appui essentiel de la réforme Suarez ont été fixés par la politique dite de « rupture négociée », qui a été définie par le PCE au début de 1976, adoptée par la direction du PSOE dans les mois qui ont suivi et mise en application à la suite de la crise politique de juillet 1976, la formation du gouvernement Suarez et le plénum du CC du PCE à Rome début août. Depuis fin novembre, la Commission permanente de négociation (dite aussi Commission des 9, ou plus tard des 10) et les procédures de consultation qu'elle a établies avec Suarez sur toutes les questions politiques se sont transformées rapidement en un organisme dont l'existence du gouvernement a dépendu chaque jour plus nettement.

Pour la classe ouvrière et les masses, la réforme Suarez et les élections en préparation se présentent comme la nouvelle digue derrière laquelle la bourgeoisie et les appareils espèrent pouvoir contenir leur mouvement et assurer la défense de l'Etat bourgeois et la propriété privée des moyens de production.

Les digues ne tiendront pas. Dans le fond, la bourgeoisie le sait, mais elle n'a d'autre choix que tenter de

les mettre en place. Si indispensable soit-elle, la tentative engagée pour ajuster les formes politiques de sa domination, représente pour la bourgeoisie un formidable facteur d'écartèlement et de crise. Il en va ainsi pour la classe capitaliste dans son ensemble. Habitée pendant près de quarante ans à régler ses relations avec la classe ouvrière sur la base de la dictature et de la répression la plus féroce, elle se trouve aujourd'hui impréparée à les régler à l'aide de formes différentes. Mais il en va tout particulièrement ainsi pour les couches les plus directement associées à la domination fasciste, celles qui ont formé les institutions centrales de l'Etat bourgeois et qui sont directement perdantes face à toute politique d'ajustement, même limité, des formes fascistes de domination.

Le « bunker » n'a jamais eu d'autre proposition à présenter à la bourgeoisie que de faire face à la montée des masses en renforçant la garde autour des institutions fascistes et en accentuant la répression. Mais parce que cette politique est aussi celle qui correspond directement à ses intérêts particuliers et parce que sa position au cœur des institutions répressives de l'Etat lui donne de puissants moyens d'action, le bunker est devenu un protagoniste en son propre droit, dans la crise du franquisme. Son action a été et sera peut-être encore un facteur d'accélération de la crise révolutionnaire, que les directions de la classe ouvrière font de leur côté tout pour retarder et freiner.

Aux Cortes, début novembre, lorsque Suarez présenta sa réforme au « vote », le bloc des représentants du « bunker » fut battu par une large majorité. Mais les Cortes franquistes sont une institution tout à fait secondaire de l'Etat franquiste et leur composition en a fait une chambre se rangeant de façon pratiquement automatique aux ordres du gouvernement en place. Plaza de Oriente,

à la même date, les dirigeants fascistes ne purent réunir plus de quelques dizaines de milliers de partisans, et Suarez put apparaître en position de force au moment de procéder à l'organisation et à la tenue, le 10 décembre, du référendum.

Dans le cadre de rapports politiques entre les classes caractérisés, en Espagne comme dans toute l'Europe, par la crise des formes de domination politique de la bourgeoisie et par l'initiative de la classe ouvrière et des masses, l'heure n'est plus aux manifestations fascistes mobilisant au compte de la contre-révolution de larges secteurs de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie. La force et les armes du personnel franquiste ne résident plus que dans les positions au sein de l'appareil d'Etat, dont on voudrait précisément le déloger.

LES CONVULSIONS DE JANVIER

La véritable épreuve du gouvernement Suarez était donc sa capacité à mettre au pas et à structurer les principales institutions de l'Etat, en premier lieu l'appareil policier. La mise en place de nouvelles formes de domination politique, fût-ce par ajustements, ne peut avoir lieu sans d'importantes modifications à ce niveau. Mais l'existence d'un appareil policier fasciste est inconciliable avec toute politique d'ajustement. Il n'est pas « réformable ». Il doit être volatilisée par les méthodes de la lutte des classes, avant de disparaître.

Mais l'appareil policier franquiste est décidé à se défendre à mort. Son personnel est donc, par nature, partie intégrante et masse de manœuvre principale du « bunker ». C'est de son sein que sont donc venues les premières convulsions préparatoires à la chute du régime, qui s'étendront nécessairement, dans une prochaine étape, à l'armée.

Hier, au temps où son activité permettait de « régler » les relations avec la classe ouvrière, l'appareil policier était choyé par Franco et accepté par la majorité des fractions de la bourgeoisie. Aujourd'hui, il est caractérisé par le ministre de l'Intérieur en titre comme s'étant « accoutumé à des degrés d'autonomie insolites » et par un homme politique de la bourgeoisie basque comme étant « formé de forces dont l'intervention n'est pas neutre (il entend par là : faite au compte de la bourgeoisie dans son ensemble) mais belligérante ». Et ces déclarations ne cherchent pourtant qu'à voiler encore ce fait : l'appareil policier est incontrôlé et agit pour son propre compte, sur une ligne qui est définie indépendamment du gouvernement Suarez, et contre lui.

En décembre et en janvier, cette action incontrôlée de l'appareil policier, agissant pour son propre compte, a revêtu successivement plusieurs formes. Il y eut, début décembre d'abord, derrière le paravent presque transparent du GRAPO, la séquestration et la menace d'assassinat, à la veille du référendum, d'un haut dignitaire du régime, le conseiller du royaume Oriol. Puis il y eut, le 17 décembre, la manifestation violente devant le ministre de l'Intérieur, de plusieurs centaines d'agents et gradés des divers corps de répression : Garde civile, Forces spéciales anti-répression et police politique.

Puis, de nouveau, en janvier, la séquestration du général Villaescusa et, enfin, dans la semaine du 23 au 30 janvier, l'assassinat en chaîne de deux étudiants, des cinq avocats du PCE et de trois policiers, assassins qui allaient déchaîner la crise de la « semaine tragique ».

En l'espace d'à peine plus de 24 heures, du dimanche 23 dans l'après-midi au lundi 24 dans la nuit, les réseaux secrets de l'appareil policier du régime venaient de confronter le gouvernement Suarez et la monarchie à la crise politique la plus grave

qu'ils aient connue depuis l'accession au trône de Juan Carlos.

La plus grande précision est nécessaire dans la caractérisation de l'enjeu des événements de janvier. La crise déclenchée par les assassinats en chaîne a vu se profiler la menace, non pas d'un coup d'Etat militaire « emportant les acquis du processus de démocratisation », comme a voulu l'expliquer l'appareil stalinien international à travers sa presse et les déclarations de ses dirigeants, mais celle d'une irruption des masses sur le devant de la scène politique, pour régler par leurs propres méthodes le sort du régime en décomposition.

Personne ne peut écarter la possibilité que les convulsions dont l'armée va nécessairement être la proie prennent, à un moment donné, la forme d'un de ces putschs militaires dont l'histoire des crises révolutionnaires et des révolutions fournissent de nombreux exemples. Mais toute appréciation de cette possibilité doit être située dans une analyse correcte de l'état exact des relations politiques entre les masses, qui se sont exprimées en janvier, et le champ d'action extrêmement limité auquel l'intervention de l'armée, prise comme institution centrale du régime, s'est vue réduite à cette occasion.

CRISE DE L'ETAT ET « UNION NATIONALE »

En Espagne, du 24 au 27 janvier, ces relations ont été marquées par un vide politique béant au sommet de l'Etat, qui a été comblé en catastrophe, non par l'armée, mais par la politique de l'Union nationale, matérialisée en particulier par l'intervention centrale de l'appareil stalinien, seul capable d'établir encore un barrage face aux masses en mouvement.

« Il n'y avait plus d'Etat », a dit Ricardo de la Cierva, homme politique et journaliste d'une des fractions bourgeoises dites « centristes »,

qui appuyait la réforme. Et l'hebdomadaire de l'aile gauche de la démocratie chrétienne, « Cuaderno para el dialogo » de décrire dans les termes suivants ce vide politique ouvert en quelques heures au sommet de l'Etat :

« Il s'est créé la sensation que les commandes avaient cessé de fonctionner, les sonneries de répondre. Le décompte des forces susceptibles de contrôler la situation paraissait déboucher sur une situation inviable ; les ordres envoyés retournaient à leur lieu d'origine, faute d'avoir trouvé leurs destinataires (...). Il régnait une sensation évidente de naufrage. »

Cette sensation a été amplement confirmée par le contenu du discours télévisé de Suarez, le 28 janvier, expliquant aux millions d'auditeurs qui l'écoutaient :

« Au nom du gouvernement, je dois vous dire qu'il n'existe pas de mesures miraculeuses permettant la solution de nos problèmes. Il est dur de le dire mais, en dépit de cela, je le répète, il n'existe pas de mesures infaillibles qui permettront de garantir que des faits semblables ne se produisent pas. (...) Nous ne pouvons pas dire que nous possédons une solution, tout simplement parce qu'elle n'existe pas. »

DU COMMUNIQUE DU 24 JANVIER...

Alors, au vide créé au sommet de l'Etat a fait pièce la réaction de la classe ouvrière, réaction de colère et non pas de peur comme l'ont voulu les journalistes exprimant, du « Monde » à « L'Humanité », les positions de l'Union de la gauche. L'indignation suscitée par la mort des étudiants, les premiers arrêts de travail, les assemblées d'usine, du lundi ont fait place, le mardi matin à l'heure de l'embauche, à la paralysie

complète de la production. A la SEAT et à l'Hispano-Olivetti de Barcelone, à la Standard et à la Marconi de Madrid, dans toute la grosse métallurgie devenue aujourd'hui l'épine dorsale de la classe ouvrière d'Espagne, le mouvement vers la grève générale a été immédiat et massif.

C'est cette situation qui a contraint les directions du PCE et du PSOE à se précipiter au secours du gouvernement Suarez et de la monarchie, quel que soit le prix à payer. Lundi dans l'après-midi, encore moins de 24 heures après le début de la crise, avant l'assassinat des avocats du PC, les directions contre-révolutionnaires jugeaient déjà nécessaire la réunion d'urgence de la Commission de négociation, avec Suarez, et la publication du communiqué commun d'Union nationale, dont l'existence de la monarchie dépend complètement. Ce communiqué déclare :

« Les deux parties ont exprimé leur identité de vues pour condamner l'extrémisme politique qui, par la violence, essaie d'empêcher le processus en cours vers la normalisation démocratique en Espagne. Le président du gouvernement et les membres de la Commission de l'opposition se sont mis d'accord sur l'opportunité de lancer un appel à la sérénité et à la responsabilité civique. Le président a, en outre, affirmé sa résolution de continuer à étudier la question de l'amnistie et la loi régissant l'activité des partis politiques. Il a insisté sur la nécessité de créer un climat social excluant le recours à toute manifestation à la violence. »

Ce communiqué doit être lu avec attention. Son examen révèle à quel point la situation a exigé des appareils du PCE et du PSOE qu'ils prennent en charge la défense de la monarchie face à la classe ouvrière et aux masses. Ainsi que Suarez devait le reconnaître trois jours plus tard,

son gouvernement n'était plus en mesure de dicter des ordres à qui que ce soit. Son « insistance » se réduisait à l'affirmation que, sans être en mesure de leur offrir quoi que ce soit en échange (la question de l'amnistie et la loi régissant l'activité des partis politiques continuaient seulement à « être étudiées »), il était obligé de demander aux appareils de tout mettre en œuvre pour que la classe ouvrière et les masses n'interviennent pas dans les événements pour leur propre compte, et ne balayent ainsi le régime.

... AU MASSACRE DE LA RUE ATOCHA

A l'heure où le communiqué fut publié, le massacre de la rue Atocha, dans l'étude des avocats du PCE, n'avait pas encore eu lieu. Mais Suarez savait que le mécanisme policier était en marche, qu'il était impuissant à arrêter l'action des réseaux et que tout allait dépendre de la capacité des appareils stalinien et social-démocrate à bloquer le mouvement de la classe ouvrière.

Pendant deux jours, celle-ci, seule, a pu empêcher que la crise politique du gouvernement se transforme en crise révolutionnaire ouverte.

Dès le mardi, les appareils ont mené une bataille acharnée pour que les mouvements qui paralysaient la production dans toutes les usines ne parviennent pas à se centraliser et à se transformer en grève générale à l'échelle du pays. Pour cela, il a fallu faire donner les appareils syndicaux ou para-syndicaux, et convoquer d'urgence la Commission de coordination des organisations syndicales (COS), qui réunit, au niveau le plus élevé des appareils, les commissions ouvrières sous contrôle stalinien, l'appareil social-démocrate de l'UGT et l'appareil propulsé par la hiérarchie catholique, l'USO. Dans son communiqué, la COS dément catégorique-

ment qu'il puisse être question d'une grève générale ou même d'une « journée de lutte ». Elle assure le gouvernement de « l'appui de tous les travailleurs », et l'appelle à « prendre les mesures qui s'imposent pour punir les coupables et désarmer les bandes extrémistes ». Il n'y aura pas de grève générale.

Le mercredi, la responsabilité du combat contre les masses repose presque exclusivement cette fois sur l'appareil stalinien, lui seul peut encore maintenir l'ordre lors de l'enterrement des cinq avocats assassinés le lundi. Toute la journée du mardi, le PCE confère avec le gouvernement. Le ministre de l'Intérieur Martin Villa déclare, en présence de Suarez, qu'il lui est impossible de garantir l'ordre avec les forces de police et qu'il ne jure de rien si la police est obligée d'être présente. Elle ne le sera pas. Mercredi, le contrôle de la manifestation reposera exclusivement sur le service d'ordre stalinien, auquel les organisations d'origine maoïste (Parti du travail, Organisation révolutionnaire des travailleurs, et Mouvement communiste) ainsi que la LCR pabliste, viennent prêter « responsablement » main forte !...

La contradiction absolue entre la politique des directions et l'aspiration des masses a conféré à l'enterrement des avocats assassinés un caractère d'extrême tension. En dépit de la politique d'Union nationale, dont l'objectif était de les refouler, plus de 200 000 travailleurs ont abandonné les usines et des milliers d'étudiants ont déserté les facultés, ou la grève était effective depuis le lundi, pour se rendre à l'enterrement.

Contre la volonté des appareils, et même si elle n'en a pas rompu les digues, il s'est agi là de la plus importante manifestation de la classe ouvrière à Madrid depuis la guerre civile. Aucune injonction du service d'ordre n'a pu empêcher des dizaines de milliers de militants de marcher le poing levé et d'entonner

à voix basse, toujours contre les injonctions, l'Internationale.

SUCCES ET LIMITES DU BARRAGE DES APPAREILS

Telles sont les conditions politiques qui ont permis à Suarez et à Juan Carlos de passer le cap du 25 au 26 janvier. L'ensemble de la bourgeoisie l'a compris et avec elle, au premier chef, les deux hommes qui concentrent aujourd'hui entre leurs mains la tâche de tenter d'éviter l'éclatement de l'armée, les généraux Gutteriez-Mellado et Villaspín.

La crise provoquée par l'intervention, pour leur propre compte, de l'appareil policier du régime et de ses réseaux secrets a eu des contre-coups marqués au sein de l'armée. Face à des menaces d'intervention aux conséquences incalculables pour les projets de la bourgeoisie, la haute hiérarchie militaire a été contrainte de se placer en première file. Pas sous n'importe quelles formes, cependant, mais après des délibérations incessantes, du lundi au jeudi, où elle a décidé qu'il n'y avait aucun autre chemin ouvert que celui d'accepter le rôle de premier plan joué par les appareils traîtres des organisations traditionnelles de la classe ouvrière, d'accepter le cadre de l'Union nationale établie le 24 janvier et de tenter de poursuivre l'application de la réforme Suarez, coûte que coûte.

L'état exact des relations entre les classes se mesure au fait qu'après délibération, les militaires ont décidé que les risques de « déstabilisation » étaient même trop élevés pour remplacer le ministre de l'Intérieur Martin Villa, moyennant l'entrée d'un militaire de plus dans le gouvernement pour occuper ce poste. Simultanément, le haut commandement militaire jugeait impossible de pro-

céder à une épuration sérieuse de l'appareil répressif de l'Etat...

LA CLASSE OUVRIERE SE REORGANISE

Mais l'état des relations politiques entre les classes à l'issue de la crise de janvier peut se mesurer par d'autres faits encore. Saisissant des deux mains l'appui que venait de lui apporter Carrillo, Suarez a établi par décret, le 28 janvier, un état d'exception partiel et entrepris de pourchasser les militants cadres-organiseurs du prolétariat.

Jamais un état d'exception n'a eu aussi peu d'efficacité et n'a été aussi impuissant à arrêter le mouvement des masses.

Mettre l'accent dans cet article sur les formes et le degré d'acuité de la crise du régime et souligner la portée et l'ampleur de la montée vers les organisations, n'équivaut pas à reléguer au second plan les formes d'organisation autonomes qui surgissent plus que jamais dans chaque combat et en constituent l'unique garantie de succès.

Le mouvement qui s'est vérifié depuis six mois est celui que, seuls, les trotskystes ont su dégager sur la base de l'expérience passée. Il voit la classe ouvrière combattre pour constituer des organismes de type autonome en même temps qu'elle entreprend de reconstruire ses organisations syndicales traditionnelles.

Car chaque grève continue à voir surgir l'assemblée des travailleurs, les comités de grève élus, et comporte comme dimension centrale le combat pour la démission des « enlacs » et « jurados », c'est-à-dire les délégués corporatistes, rouages de la centrale franquiste — la CNS — que l'appareil stalinien veut garder en place en tant qu'institution caractéristique et centrale du franquisme.

En octobre, Suarez avait publié un plan d'austérité qui établissait un plafond à l'augmentation des salai-

res. En novembre et décembre cependant, le gouvernement autorisait lui-même des dépassements parfois considérables du plafond. Des conventions collectives étaient signées qui voyaient dans des cas importants des hausses de salaires jusqu'à 20 %. Ainsi se marquait, sur ce plan comme sur les autres, l'état des relations entre classes. Suarez avait besoin de la « paix sociale » au moment du référendum, et il lui fallut en payer le prix. Le référendum passé, et jusqu'à la fin janvier, il y eut un durcissement et les travailleurs de Valence et de Barcelone furent contraints à engager de nouveaux combats, longs et très durs.

Mais aujourd'hui, tout indique que cette phase est terminée et que les enseignants non titulaires de l'enseignement public (les PNN) ont ouvert une brèche sur le plan des revendications pour toute la classe ouvrière. Sur la base d'une organisation en assemblée d'écoles et lycées, de délégués à une assemblée provinciale et d'un Comité national central de grève assumant, à l'exclusion de toute ingérence directe des appareils et en marge complète de la CNS, la négociation avec le ministère, les enseignants non titulaires ont obtenu du ministère un recul profond et satisfaction sur un point décisif : garantie immédiate, concrétisée par un contrat de travail, de leur réemploi en septembre dans le même établissement ou à défaut un établissement voisin.

A peine le conflit avec les PNN était-il en voie de solution que le gouvernement a vu se mobiliser contre lui, pour la première fois depuis les années 1930, la petite et moyenne paysannerie. Cette mobilisation a commencé en Galice sur une question d'expropriation au compte d'une entreprise minière. L'exemple a suffi et a été un signal pour une mobilisation d'ensemble sur les prix payés aux producteurs, mais aussi sur une revendication extraordinairement significative, celle de l'accès des agriculteurs à la Sécurité sociale et à la

retraite dans les mêmes conditions que la classe ouvrière.

Aussi comprend-on que le ministre des Finances ait annoncé fin février qu'il prévoyait un plan de relance et des rallonges budgétaires, bien que l'inflation dépasse 20 % et que le déficit extérieur ait atteint 4,3 milliards de dollars en 1976. Personne ne sait d'où viendra le financement des dépenses supplémentaires. Une seule chose est sûre : sur le plan économique comme sur tous les autres, le gouvernement a un comportement éperdu.

LE CARACTERE EXPLOSIF DE LA QUESTION BASQUE ET CATALANE

La question nationale n'est pas moins explosive.

Aujourd'hui, alors que la crise révolutionnaire ouverte n'a pas encore éclaté, la question catalane et surtout la question basque ont déjà atteint une acuité supérieure aux années 1930. Il y avait plus de 100 000 manifestants au centre de Barcelone, le 23 avril, pour réclamer le retour au statut de 1931, c'est-à-dire pour appuyer un mot d'ordre au moyen duquel les partis petit-bourgeois et les appareils voudraient endiguer les revendications nationales en Catalogne, mais dont l'existence est déjà en soi incompatible avec l'existence de la monarchie (1).

Au Pays basque, la situation est plus avancée encore. Il ne s'agit pas seulement de manifestations où des dizaines et dizaines de milliers de militants, ouvriers, paysans, jeunes cherchent à se rassembler, comme à

Echarri-Aranaz en janvier et à Vitoria en mars, et de nouveau pour la fête nationale basque du 11 avril, face à des quadrillages policiers de type militaire. Il s'agit d'une situation où les maires de 176 villes et localités des provinces basques ont lancé un appel en trois points : amnistie totale pour tous les prisonniers politiques et exilés basques ; égalité de la langue basque avec le castillan ; établissement d'un statut rétablissant l'ensemble des pouvoirs politiques reconnus dans les anciens « fueros » aux Basques et abolis par la monarchie et le franquisme depuis moins d'un siècle seulement.

De 1966-1967 à sa mort, Franco a achevé de faire de la question basque — et la nature de son régime lui interdisait d'agir autrement — une question n'ayant aucune issue en dehors de la destruction radicale de l'ensemble des institutions fascistes et d'une remise en cause totale des fondements de l'Etat bourgeois, en tant qu'Etat « unitaire ». Face aux Basques, le régime n'a d'autre politique que celle de la répression acharnée.

Actuellement, les témoignages de tous ceux qui sont prêts à appeler les choses par leur nom concordent : la répression au Pays basque a une violence égale ou supérieure à celle exercée du vivant de Franco. La torture est générale et le recours à l'assassinat par des bandes para-policières, monnaie courante. Le pays est soumis à une forme d'occupation militaire. Peu de manifestations se terminent sans morts dans les rangs des travailleurs et des jeunes. Mais cette violence est celle d'un système de domination qui se disloque et elle n'a pour effet que de nourrir de jour en jour le nombre, et de diversifier l'appartenance sociale de ceux qui dressent face au régime des revendications dont la satisfaction équivaut à la séparation. La police a laissé le rassemblement du 23 avril se former le jour de la fête nationale de Catalogne. Face aux Basques, le 11 avril pour la Aberri Eguna, elle a répon-

(1) Sur la question des nationalités en Espagne, il est indispensable de lire le rapport adopté à la première Conférence de l'organisation IV^e Internationale d'Espagne, qui a été publié dans le n° 2 (nouvelle série), novembre 1976, de Correspondance internationale.

les communistes et la question nationale

La révolution a réveillé en Espagne, plus puissamment que jamais, toutes les questions, dont celle des nationalités. Les tendances et les illusions nationales sont représentées principalement par les intellectuels petits-bourgeois, qui s'efforcent de trouver un appui chez les paysans contre le rôle dénationalisateur du gros capital et contre la bureaucratie d'Etat. Le rôle dirigeant — pour la phase actuelle — de la petite bourgeoisie dans le mouvement d'émancipation nationale, (...) introduit inévitablement dans ce dernier nombre de préjugés de toute sorte. Venant de ce milieu, les illusions nationales s'infiltrèrent également parmi les ouvriers. (...) Mais ce que je viens de dire n'atténue nullement le caractère progressiste, révolutionnaire-démocratique de la lutte nationale catalane contre la suzeraineté espagnole, l'impérialisme bourgeois et le centralisme bureaucratique.

Pas un instant l'on ne doit perdre de vue que l'Espagne tout entière et la Catalogne, comme partie constituante de ce pays, sont gouvernées actuellement non point par des nationaux-démocrates catalans, mais par des bourgeois impérialistes espagnols, alliés à de gros propriétaires fonciers, à de vieux bureaucrates et des généraux, avec l'appui des nationaux-socialistes. Toute cette confrérie est d'avis de maintenir, d'une part, les servitudes des colonies espagnoles et d'assurer, d'autre part, le maximum de centralisation bureaucratique de la métropole ; c'est-à-dire qu'elle veut l'écrasement des Catalans, des Basques et des autres nationalités par la bourgeoisie espagnole. Dans la phase actuelle, étant donné les combinaisons présentes des forces de classes, le nationalisme catalan est un facteur révolutionnaire progressiste. Le nationalisme espagnol est un facteur impérialiste réactionnaire. Le communiste espagnol qui ne comprend pas cette distinction risque de devenir un agent inconscient de la bourgeoisie espagnole et d'être à tout jamais perdu pour la cause de la révolution prolétarienne.

Où est le danger des illusions nationales petites-bourgeoises ? En ceci qu'elles peuvent diviser le prolétariat d'Espagne en secteurs nationaux. Le danger est très sérieux. Les communistes espagnols peuvent le combattre avec succès, mais d'une seule manière : en dénonçant implacablement les violences commises par la bourgeoisie de la nation suzeraine et en gagnant ainsi la confiance du prolétariat des nationalités opprimées. Toute autre politique reviendrait à soutenir le nationalisme réactionnaire de la bourgeoisie impérialiste qui est maîtresse du pays, contre le nationalisme révolutionnaire-démocratique de la petite bourgeoisie d'une nation opprimée.

Léon Trotsky,

17 mai 1931.

du par le déploiement militaire, mais plus de 100 000 manifestants ont combattu pour se rassembler, quelqu'en soient les conséquences.

Les 176 maires qui ont dressé la liste des revendications qui constituent le programme d'action du nationalisme basque aujourd'hui ne sont pas des hommes qui tiennent leur charge au travers d'élections. Ils ont tous été désignés par les gouvernements civils agissant au compte du ministère de l'Intérieur. Leur intention, à n'en pas douter, est de tenter de prendre la tête du mouvement dont ils espèrent garder le contrôle au compte de la bourgeoisie.

Mais certains actes politiques ont une portée objective qui dépasse les intentions de leurs auteurs. Celle des maires basques a valeur d'un défi ouvert à l'égard de l'Etat bourgeois situé à Madrid et indique que les conditions politiques d'un soulèvement basque sont proches d'être réunies.

En présence d'une telle situation, on comprend que la revue « Opinion » ait rapporté les « sentiments d'émotion » ressentis par les membres de la Commission de négociation en écoutant la déclaration de Carrillo sur la question politique centrale du droit à l'autodétermination des nationalités et le statut de la Catalogne.

« Le Parti communiste d'Espagne respecte et est prêt à promouvoir les autonomies régionales, mais défendra par contre toujours l'unité de la patrie. Je suis Espagnol et comme tel je m'opposerai en toute circonstance à toute tentative de séparatisme et de division de l'Espagne. »

Dans les conditions particulières de l'Espagne, où l'Etat bourgeois s'est construit sous les traits spécifiques d'un Etat castillan — non pas « espagnol » précisément —, ultra-centralisateur, ultra-bureaucratique et

oppresseur du droit des nationalités, s'exprimer ainsi, c'est affirmer la volonté de l'appareil stalinien de défendre à n'importe quel coût l'Etat bourgeois. « J'ai cru entendre parler un général », a dit l'un des membres de la Commission de négociation. Le langage de Carrillo est effectivement celui qu'ont tenu tous ceux qui ont voulu répondre depuis un siècle aux revendications de la Catalogne, du pays Basque et de la Galice, par le fer et par le sang.

Lorsque le PCE adopte le drapeau de la monarchie, c'est face aux nationalités basque et catalane aussi qu'il affirme sa volonté de défendre coûte que coûte l'Etat bourgeois comme Etat central unitaire, oppresseur des nationalités, menacé aujourd'hui d'éclatement sous l'impact de leurs luttes.

Tous les problèmes, ceux de la terre, des nationalités, les revendications de toutes les classes exploitées (problèmes sur lesquels nous reviendrons en un prochain article de « La Vérité ») soulèvent ceux de la lutte pour le renversement de la monarchie, du combat pour la République, de la Constituante souveraine, des Cortès constituants. Ils fournissent les déterminations à la campagne pour le boycott des élections du 15 juin.

Le désarroi de la bourgeoisie face aux prochaines échéances qu'elle s'est elle-même fixée traduit un rapport de forces où le combat du prolétariat nourrit et se nourrit de la mobilisation déjà engagée par des secteurs toujours plus vastes des masses exploitées contre le régime.

LA DISPOSITION POLITIQUE DES FORCES DE CLASSE FACE AUX ELECTIONS

Dans la résolution politique adoptée par la 1^{re} conférence de l'Organisation IV^e Internationale il est écrit :

« Les institutions du fascisme seront détruites par l'intervention révolutionnaire des masses que la décomposition des institutions politiques appelle chaque jour plus clairement. Il n'existe aucune transition entre le régime fasciste et un régime parlementaire — tous deux systèmes de domination politique de la bourgeoisie — qui puisse parvenir à empêcher l'intervention révolutionnaire sur leur propre terrain et pour leur propre compte. »

Venant après les profonds remous au sein de l'armée qui ont suivi l'annonce de la légalisation du PCE, la volte-face opérée par le gouvernement au sujet du 1^{er} mai doit être comprise, comme une autre expression des contradictions insolubles — dont seul le marxisme peut rendre compte — où se débat la bourgeoisie espagnole.

En légalisant le PCE, Suarez a couru des risques considérables, ceux de voir une fraction significative de l'armée intervenir pour le contraindre à revenir sur sa position. Le prix à payer a été en tout état de cause élevé : une déclaration officielle de désapprobation signée des officiers supérieurs, la démission du ministre de la Marine, l'impossibilité pendant longtemps de lui trouver un successeur. Suarez a payé ce prix parce qu'il considérait indispensable de permettre à l'appareil stalinien de monter en première file. Mais la décision qui a finalement été prise concernant le 1^{er} mai montre à quel point les exigences de la forme de domination politique fasciste, dont le gouvernement est toujours l'émanation et celles d'une forme de domination bourgeoise comportant l'association centrale des appareils contre-révolutionnaires des organisations ouvrières traditionnelles à la défense de l'ordre bourgeois, sont inconciliables.

A six semaines des élections prévues par Suarez, l'incapacité où le gouvernement s'est trouvé de permet-

tre aux appareils de prendre sur eux la responsabilité de canaliser — fût-ce avec quelques bavures — la volonté des travailleurs de célébrer le 1^{er} mai, exprime toutes les contradictions où Suarez et Juan Carlos se débattent et confirme le degré extraordinaire d'impréparation de la bourgeoisie face à l'échéance qu'elle s'est fixée.

L'accord passé par le ministre des Relations syndicales avec les appareils stalinien et social-démocrate était directement lié à la légalisation de l'UGT, des Commissions ouvrières et de l'appareil vaticaniste, l'USO, survenue au même moment en un temps record, et comportait des engagements précis de collaboration de leur part à la mise en œuvre d'une nouvelle « réforme syndicale ». Le ministre avait obtenu des appareils une concession déjà difficilement défendable devant les militants : tenir une série de meetings, mais s'abstenir de tout défilé central. Le 30 avril, le ministre de l'Intérieur annulait l'accord, interdisait les meetings et rassemblements de tout ordre et transformait le 1^{er} mai en journée de nouveaux affrontements directs entre la classe ouvrière et les forces de répression.

De nombreux facteurs ont pesé sur l'interdiction : la pression des militaires et du bunker et la nécessité de ne pas agrandir les conflits ouverts au sein de l'appareil d'Etat ; la peur que la force de la CNT qui avait maintenu un mot d'ordre de défilé soit suffisante pour contribuer au débordement des services d'ordre des appareils des autres organisations ; la volonté de ne prendre aucun risque de voir le cadre des élections mis en cause par des meetings ou des manifestations dirigées contre la monarchie.

Mais le plus important a sans doute été la considération suivante : éviter que, même encadrée par les appareils, la classe ouvrière ne démontre devant l'ensemble de la société qu'aujourd'hui en Espagne, elle représente la seule force organisée,

que les seules organisations politiques de masse ont pour nom PCE, PSOE, UGT, CNT.

Le gouvernement a convoqué des élections. Aucune garantie donnée par les appareils, aucun projet dressé dans le secret des cabinets ministériels ne peuvent éviter que ces élections ne centralisent toute la vie politique, ni effacer que, face à l'échéance, seule la classe ouvrière dispose de partis au sens propre du terme.

LA MONTEE VERS LES ORGANISATIONS OUVRIERES TRADITIONNELLES

Rien, en effet, ne révèle mieux l'état réel des relations politiques entre les classes que l'extrême modestie dont font preuve les dirigeants des appareils traîtres quant à la force qu'ils représenteraient. Le 2 mars, alors que Marchais prenait l'avion pour Madrid, « Le Monde » apprenait à ses lecteurs, dont beaucoup auront réellement énormément de mal à s'y retrouver, que la rencontre de Carrillo, de Marchais et de Berlinguer se faisait sur invitation d'un parti qui « se satisferait de pouvoir faire campagne librement pour conquérir le faible pourcentage de voix (5 à 10 %) que les sondages lui attribuent ».

Il est par ailleurs de notoriété publique, dans les sphères politiques à Madrid, que les négociations de Moncloa entre la Commission de négociation et Suarez auraient abouti à accorder au PSOE 80 sièges en vue des « élections » de juin, dont rigoureusement personne ne peut savoir si le gouvernement et le régime seront encore là pour les « organiser ». Or, 80 sièges, c'est un cinquième seulement de la future chambre, ce qui laisserait une écrasante majorité à un personnel politique bourgeois qui n'a toujours aucun parti avec une base de masse et n'est pas même parvenu à créer des appareils solides

aux fins d'en constituer un le moment voulu.

La modestie des prétentions des dirigeants du PCE et du PSOE masque mal la réalité. Aujourd'hui, en Espagne, il existe seulement deux partis ayant une base de masse. Ce sont précisément le PSOE et le PCE, c'est-à-dire deux des principales organisations traditionnelles — aux côtés de l'UGT et de la CNT — de la classe ouvrière d'Espagne. Le caractère ouvrier-bourgeois de ces partis n'atténue en rien le fait que leur existence, en tant qu'organisations regroupant la classe ouvrière dans des partis qu'elle croit et qu'elle veut indépendants de la bourgeoisie et de l'Etat, est absolument incompatible aussi bien avec le maintien des institutions franquistes qu'avec la politique d'ajustement définie par la réforme Suarez.

Rien n'exprime mieux le fait et ne traduit plus clairement la montée révolutionnaire qui est définitivement amorcée désormais dans la classe ouvrière, que la croissance rapide de ces organisations, qui se fait en dépit de la politique suivie par leurs directions et contre la volonté de celles-ci qui craignent les conséquences d'un renforcement trop rapide des partis ouvriers.

QUE SE PASSE-T-IL AU SEIN DU PSOE ?

Le double caractère du PSOE — parti ouvrier à vocation parlementaire et organisation ayant forgé depuis sa fondation en 1879, dans des combats menés aux côtés de la classe ouvrière, en 1907, en 1917, en 1934, des liens infiniment plus profonds et authentiques que le PCE — rend le processus particulièrement aisé à suivre. La victoire que l'équipe Felipe Gonzales-Mugica a paru emporter début décembre, au cours du XVII^e Congrès, aura été de très courte durée. Ce congrès a été organisé et tenu avec l'objectif de tout faire

pour refouler les militants ouvriers, de barrer politiquement toute voie indépendante à la classe ouvrière et d'affirmer une politique de collaboration ouverte avec le gouvernement et la monarchie.

Mais, loin de se laisser démoraliser, une partie des congressistes ont repris le chemin des fédérations, déterminés plus encore qu'auparavant à construire le PSOE, afin de ne plus avoir à subir ce qu'ils avaient été obligés de subir, impuissants, à Madrid. La collaboration toujours plus étroite avec le gouvernement, culminant par la signature du communiqué commun du 24 janvier, a encore plus accentué ce mouvement. A Madrid et à Séville, le compte rendu de mandat des délégués dont la direction avait forcé l'élection a été rejeté à de très larges majorités, les résolutions du congrès ont été repoussées et remplacées par d'autres, sur une tout autre ligne. A trois mois du congrès, la commission exécutive a été confrontée à un comité fédéral national dont la composition reflète déjà une profonde évolution dans la base du PSOE.

D'ici quelques semaines, il est probable que le divorce entre la direction issue du XVII^e Congrès, propulsée par l'appareil international de l'Internationale socialiste et une aile de la bourgeoisie espagnole, et l'ensemble du reste du parti, sera totale. Les adhésions ouvrières au parti affluent ; l'entrée en masse de plusieurs centaines de militants ayant suivi la tendance Llopis au Congrès de Toulouse de 1972, qui représentent la continuité historique réelle du PSOE, a déjà modifié l'axe du PSOE et le fera encore plus dans les semaines qui viennent.

Pris entre cette situation et les exigences de la politique de défense inconditionnelle de la monarchie à laquelle il s'était totalement identifié, le faible appareil, dans l'ensemble extrêmement peu expérimenté et (à l'exception du groupe autour de Mugica) sans liens avec la classe ouvrière, commence à éclater. L'aile ou-

vertement bourgeoise, dont l'avocat Boyer a été l'une des têtes de proue, quitte un parti dont Boyer reconnaît qu'en quelques mois, il lui est devenu totalement étranger. D'autres dirigeants cherchent à se reclasser avec peine en fonction des nouveaux axes qui s'affirment. La social-démocratie internationale s'inquiète.

Pour tenter de faire contrepoids à cette évolution et renforcer l'aile propulsée directement par la bourgeoisie, l'appareil Felipe-Mugica-Carmen Gala a accepté des pourparlers de fusion avec le groupe vaticaniste dirigé par Barone à Madrid, la *Covergencia Socialista Madrilena* et à Barcelone, avec l'organisation nationaliste bourgeoise catalane, le Parti socialiste catalan, de *Reventos*. Cette décision a accru encore la tension entre les militants ouvriers et l'appareil. Ils savent que Barone est l'un des fondateurs de l'appareil syndical impulsé par la hiérarchie catholique, l'USO, qu'il exige le droit pour lui et son groupe de ne pas adhérer à l'UGT ainsi que l'exigent les statuts du PSOE pour l'ensemble des militants. Les manœuvres de ce type ne sauveront pas l'appareil. Il ne passera pas la tourmente qui s'annonce et éclatera en mille morceaux à la première secousse réellement sérieuse.

En Espagne, la construction d'un appareil social-démocrate capable de répondre, ne serait-ce qu'un minimum, aux exigences de la direction du plus grand parti traditionnel de la classe ouvrière, reste à faire.

Dans le cas de l'UGT, qui n'a jamais été reléguée, du fait des caractères de la lutte des classes en Espagne et de la forme qu'a prise l'implantation du stalinisme, à un statut étroitement « syndical », et qui a contribué à organiser la classe comme classe politiquement autant que syndicalement, la montée de la classe ouvrière a été plus spectaculaire encore. De 20 000 membres au moment du XX^e Congrès en mars 1976, l'UGT est passée à plus de 80 000

membres et se trouve sur la voie des 100 000 adhérents, même si les cartes d'adhésion arrivent encore au compte-gouttes aux militants.

LA CANDIDATURE SUAREZ AUX ELECTIONS

En face, la bourgeoisie n'a rien d'équivalent, ni même s'en rapprochant. Ce n'est pas là le résultat de quelque hasard obscur mais la conséquence immédiate du franquisme et l'expression des rapports de force entre les classes, nourris par l'ensemble des facteurs dont nous avons cherché à rendre compte.

Depuis 1936, le « parti » de la bourgeoisie a été au sens le plus complet et exclusif du terme, son Etat. Dans le cadre de l'impérialisme, c'est là la tendance de fond de la politique bourgeoise. Mais la forme de domination politique fasciste la pousse jusqu'à ses conséquences extrêmes. Franco a été pendant 40 ans à lui seul le « parti » de la bourgeoisie. Il a réduit tous les autres regroupements bourgeois, y compris ceux adossés à d'autres institutions puissantes comme l'Eglise, à l'état de courants, de fractions et le plus souvent de camarillas et de cliques, dont la place dans l'appareil d'Etat et les affaires politiques de la bourgeoisie dépendait exclusivement des décisions du Caudillo.

Ces partis bourgeois, dont le nombre se compte par dizaines et dizaines (plus de 100 ont été dénombrés par les politologues) sont tous issus de ces camarillas et de ces cliques et en gardent encore tous les traits. Aucun, même ceux de la hiérarchie catholique, n'a vraiment amorcé le tournant pour se construire comme parti de masse. A cela non plus il n'y a pas de mystère.

Se tourner vers la construction de partis de masse était pour l'ensemble des fractions de la bourgeoisie et du régime, d'une part accélérer puissamment la désagrégation du fran-

quisme et donc de toutes les institutions de l'Etat ; d'autre part contribuer elles-mêmes à l'éveil politique de certains secteurs des masses avec la certitude d'être débordées. Enfin, révéler l'ampleur des déchirements internes de la bourgeoisie, en particulier sur la question nationale. Les organisations politiques du Vatican se tiennent indiscutablement prêtes à tenter de canaliser vers leurs rangs une partie du mouvement de la petite bourgeoisie et à doter ainsi la bourgeoisie d'une organisation démocrate chrétienne. Mais l'état des rapports politiques l'a décidé à ne rien faire qui puisse contribuer à accélérer la dislocation du franquisme.

C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre la dernière manche de l'« opération Suarez », celle consistant à se porter soi-même candidat et à revendiquer la direction d'un parti qui va chercher à construire, parce qu'il n'y a d'autre choix, toujours à partir de l'appareil d'Etat, comme parti de la monarchie, comme parti distribuant les places et négociant les marchés, comme parti reposant sur des institutions en pleine désagrégation.

Rien ne mesure plus complètement les rapports politiques entre les classes que cette décision de Suarez comme elle, complémentaire, de Carrillo, de lui donner tout l'appui qu'il peut. Alors que le PSOE a fait savoir qu'il jugeait l'opération condamnée à l'échec et le contraignant à prendre, dans l'intérêt de la monarchie, ses distances, l'appareil stalinien a décidé que si la bourgeoisie considérait qu'il n'y avait d'autre issue, alors il fallait appuyer Suarez sur ce plan comme sur tous les autres.

Certains dirigeants du PSOE ont laissé entendre qu'ils craignaient qu'un nouveau « pacte de San Sébastien », où en 1931 les républicains de « gauche » et les sociaux-démocrates se sont désengagés de leur appui à la monarchie, ne soit bientôt de nouveau à l'ordre du jour.

**A BAS LES CORTES
DE SUAREZ ET JUAN CARLOS !
A BAS LA MONARCHIE !**

La réforme Suarez et les élections ne peuvent endiguer ni la crise de domination politique de la bourgeoisie ni la mobilisation des masses vers le centre de la scène politique.

Les mots d'ordre du boycott aux Cortès de Suarez et Juan Carlos, de République et Cortès Constituants traduisent l'ensemble des lignes de force du développement de la situation politique et des rapports entre les classes. Même si le régime parvient à survivre jusqu'aux élections, il est condamné. En menant vigoureusement campagne sur le mot d'ordre du boycott, les trotskystes peuvent faire ce que Trotsky demandait à l'opposition de gauche de faire en 1931 : la démonstration que leurs mots d'ordre correspondent aussi bien aux intérêts les plus profonds des masses qu'au mouvement de fond de la situation.

En 1931, Trotsky expliquait que la « question tactique concernant le boycottage devait être résolue sur la base du rapport des forces à une étape donnée de la révolution ».

Il défendait ce mot d'ordre sur

une appréciation du mouvement des masses ayant acquis la force nécessaire pour que le combat pour « déborder Berenguer et ses Cortès » corresponde parfaitement à l'ensemble du développement.

Et, dans sa polémique contre l'orientation funeste de l'IC, Trotsky affirmait à l'étape suivante :

« Si les communistes espagnols s'étaient prononcés à temps et d'une manière ferme pour le boycottage, en diffusant dans le pays des tracts, même très courts, à ce sujet, leur autorité, au moment du renversement du gouvernement Berenguer, serait considérablement accrue. Les ouvriers avancés se seraient dit : « Ces gens sont capables de prévoir. » Malheureusement, les communistes espagnols, désorientés par la direction de l'Internationale communiste, n'ont pas compris la situation et étaient prêts à participer aux élections, bien que sans conviction. Les événements les ont débordés, et la première victoire de la révolution n'a guère augmenté l'influence communiste. »

Telle est la méthode qui commande l'intervention des trotskystes aujourd'hui.

Etienne Laurent,
5 mai 1977.